



Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

18 novembre 2015

Le point de presse du SEFAFI à propos de la tenue de la COP21 et l'imminente adoption de la Loi de Finances Rectificative constituent les principales actualités de ce jour. Mis à part ces sujets, les quotidiens ont également rapporté les critiques du KMF-CNOE vis-à-vis des dispositions prises par la CENI concernant les sénatoriales.

Processus électoral

ORGANISATION DES SENATORIALES : CRITIQUES DU KMF-CNOE

Le KMF-CNOE pointe du doigt certaines dispositions prises par la Commission Electorale Nationale Indépendante dans le cadre de l'organisation des élections sénatoriales. Trois points ont été particulièrement soulevés. En premier lieu, l'OSC propose à ce que le scrutin ait uniquement lieu dans les chefs-lieux de district et non au niveau de toutes les communes, comme le propose la Commission électorale. De son avis, cette configuration peut porter atteinte à la liberté de vote étant donné qu'il est possible que le choix des électeurs puisse être identifié. Le deuxième point est la conséquence du précédent car les communes qui n'ont pas voté pour les listes du parti au pouvoir risquent de rencontrer des soucis dans le déblocage des fonds et autres subventions de la part de l'Etat. Enfin, le KMF-CNOE estime que cette disposition aboutira à un gaspillage de ressources, autant humaines que financières, dans la mesure où la CENI engage les mêmes dépenses pour les milliers de bureaux de vote répartis dans la Grande île alors que chaque bureau ne concerne qu'une dizaine de votants, tout au plus, dans les communes rurales. La CENI n'a pas entendu longtemps pour se justifier par rapport à son choix de tenir les élections dans chaque commune, en évoquant la contrainte temps dans l'établissement des listes électorales. En effet, si les opérations de vote se tiennent exclusivement dans un chef-lieu de district, cela implique d'élaborer une liste électorale au préalable (L'Express de Madagascar, p.2 ; Midi Madagasikara, p.2 et 3)

- De l'avis de **Les Nouvelles**, les sénatoriales ne seront ni justes, ni crédibles et encore moins libres si la CENI maintient ces dispositions. Le quotidien fait également remarquer que la liste finale des candidats est encore méconnue. Une commission mixte, composée de membres de l'administration électorale et de juristes, a effectivement été mise en place pour étudier chaque dossier et ainsi, décider de leur recevabilité ou de leur rejet. (p.4)

HIARAKA ISIKA OUVRE LA PORTE AUX EVENTUELS ALLIÉS

Ce fut lors d'une rencontre avec la presse, hier à Tsimbazaza, que la formation politique Hiaraka Isika a fait part de son ouverture à toutes propositions d'alliance pour ces élections sénatoriales. Le parti politique, fondé par l'ancien Premier ministre de la Transition Camille Vital, n'a effectivement pas aligné de candidats pour le Palais de Verre d'Anosy alors qu'il a pu faire élire 120 maires et conseillers communaux lors des communales. (Les Nouvelles, p.4 ; Madagascar Matin, p.2 ; Madagascar Laza, p.3 ; L'Observateur, p.2)

LE MMM COMPTE SUR LA PRISE DE CONSCIENCE DES GRANDS ELECTEURS

« Nous souhaitons que le scrutin se déroule de manière démocratique sans qu'il y ait des pressions de quelle forme que ce soit ». C'est en ces termes que le leader du parti Malagasy Miara Miainga Laurent Ramaroson a fait part de l'attente de la formation politique quant à ces sénatoriales. Antananarivo est la seule province où le parti a présenté un candidat. Toutefois, il prévoit de négocier avec des candidats ou formations politiques qui partagent les mêmes idéaux. Le MMM a profité de ce point de presse pour dénoncer une mauvaise organisation de ces élections sénatoriales. (Madagascar Laza, p.2)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



MAMY RAKOTOARIVELO DESAVOUÉ PAR MARC RAVALOMANANA

*Figurant en tête de liste du parti TIM pour les sénatoriales dans la province d'Antananarivo, Olga Ramalason semble avoir confirmé sa notoriété au sein de la formation politique de Marc Ravalomanana. Ce qui n'est pas le cas de Mamy Rakotoarivelo, qui a pourtant toujours été fidèle à l'ancien Chef d'Etat. Malgré ses récentes campagnes médiatiques, l'ancien Président du Congrès de la Transition n'a donc pas su « séduire » l'ancien Président qui semble avoir jeté ses dévolus sur l'ancienne ministre du Commerce de la Transition. Cette décision illustre encore une fois le caractère non influençable du fondateur du TIM estime **Madagascar Matin (p.2)**.*

SEPT PARTIS POLITIQUES EN LICE DANS LA PROVINCE D'ANTSIRANANA

*Selon les dernières informations émanant de l'OVEC d'Antsiranana, 7 formations politiques ont aligné des listes pour les élections sénatoriales, à savoir le HVM, MAPAR, TIM, Leader Fanilo, MAMIMA, ZMT et AREMA. Au regard des personnalités qui figurent en tête de liste, **La Gazette de la Grande Ile** estime que la lutte sera rude. L'ancien Premier ministre Jean Omer Beriziky, l'ancien député Ahmad, la femme de l'actuel Président de l'Assemblée Nationale et l'ancien CST Rabeza Seramila figurent effectivement parmi les prétendants au Palais de Verre d'Anosy. (p.3 ; **La Vérité p.3)***

Relations Internationales

TENUE DE LA COP 21 : REACTIONS DE LA SEFAFI

*A quelques jours de la tenue du sommet COP21, la plateforme SEFAFI profite du contexte pour mettre la lumière sur l'inexistence d'une politique environnementale à Madagascar. Les feux de brousse, la déforestation, l'absence de gestion de déchets, la production d'électricité « sale » et la circulation des véhicules polluants constituent entre autres les facteurs favorisant la destruction de l'environnement et auxquels nous devrions renoncer. Pourtant, pour l'instant, aucune solution gouvernementale allant dans ce sens n'est perceptible. L'Observatoire de la Vie publique a également rappelé que l'évènement COP 21 constitue une excellente opportunité pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable et que les questions écologiques ne s'inscrivent plus uniquement dans le domaine de l'environnement mais sont désormais transversales et économiques. Ainsi la Grande Ile devrait rattraper son retard. (**L'Express de Madagascar, p.7 ; La Vérité, p.3 ; Madagascar Matin, p.3 ; Madagascar Laza, p.2 ; La Gazette de la Grande Ile, p.8 ; L'Observateur, p.2)***

- « Si l'International se mobilise en faveur du développement durable et contre le changement climatique, quelle est alors la posture de Madagascar ? », s'est interrogé le SEFAFI. La plateforme craint effectivement que la Grande Ile n'arrivera pas à suivre le rythme mondial, sur le plan économique et social. (**Les Nouvelles, p.3)**
- De l'opinion de **Madagascar Matin**, Madagascar présente de fortes chances de bénéficier de plusieurs milliards de dollars de financement grâce au COP21 et surtout la question environnementale. Le journal estime par ailleurs que le pouvoir n'aura pas réellement d'efforts à faire, malgré la forte délégation malgache, en raison des caractéristiques environnementales « favorables » de la Grande île ainsi que sa vulnérabilité aux catastrophes naturelles (**p.3)**

Politique

LES FEMMES-MAIRE EN FORMATION

Sous la direction du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation mais également du ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme, en collaboration avec Gender Links et la Plateforme des Femmes Océan Indien, 43 mairesses bénéficieront d'une formation sur le

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



leadership et les responsabilités des élus, à partir de demain à Antsirabe et Fianarantsoa. Ces femmes-maires, issues des régions de Vakinankaratra, Menabe, Analamanga, Itasy, Amoron'i Mania, Bongolava, Melaky, Antsinanana, Analanjirofo et Alaotra Mangoro pourront également bénéficier d'un soutien en termes de réseautage des femmes-élus durant ces 3 jours. (L'Express de Madagascar p.12)

COURSE A LA PRESIDENCE DU SENAT

Un jour seulement après la clôture du dépôt de candidature pour les élections sénatoriales, les débats commencent déjà à faire rage au sein du parti au pouvoir et ce, à propos de la présidence de la Chambre Haute. **Midi Madagasikara** évoque une lutte d'influence autour du Président de la République, notamment des personnalités qui gravitent autour de lui, qu'elles se soient présentées aux scrutins ou espèrent être nommées. Le quotidien partage ainsi son analyse et surtout son pronostic dans cette course à la tête du Sénat. Ainsi, l'ancien PM Kolo Roger, qui se présente sous les couleurs du HVM dans la province de Tuléar, le très proche conseiller présidentiel Solofo Rasoarahona ou encore le ministre d'Etat Rivo Rakotovao, présentent de très grande chance d'être élus à la présidence de l'Institution (p.3)

DEPART RETARDÉ DE LA COMMISSION D'ENQUETE A ANKAZOABO SUD

La Commission spéciale, qui se chargera d'enquêter sur l'affaire du député Mara Niarisy, était prévue de partir hier mais au final, ses membres ne quitteront la capitale que demain en raison d'un manque de budget que le gouvernement, a finalement décidé de débloquent. Cette mission, qui durera 10 jours, sera assurée par une vingtaine de députés, dirigés par le Vice-président de l'Assemblée Nationale Lucien Rakotomalala. « Notre mission à Ankazoabo Atsimo n'a pas pour but de disculper notre confrère mais plutôt de faire la lumière sur cette affaire » a précisé le député élu à Manakara, Benja Urbain Andriantsizehena. « Nous allons collaborer avec les forces de l'ordre, la justice mais également les témoins des faits, villageois et autres membres de la famille », a-t-il ajouté. (Les Nouvelles, p.3 ; Madagascar Matin, p.2)

Economie et société

LFR : NOUVEAUX ENGAGEMENTS AUTORISÉS

Selon les précisions du Secrétaire général du ministère des Finances et du Budget, de nouveaux engagements de dépenses seront autorisés par la Loi de Finances Rectificative et ce, après que le projet de textes soit adopté par les députés. Ces dépenses concernent notamment les subventions des sociétés d'Etat, la caisse de retraite civile mais également militaire et les dépenses prioritaires comme la santé, l'éducation ou l'assainissement. Alexandre Randrianasolo a souligné que les engagements de dépense ont été suspendus depuis l'élaboration de la LFR. (L'Express de Madagascar, p.9)

- La LFR passera en séance plénière de l'Assemblée nationale en vue de son adoption le 20 novembre prochain. **Midi Madagasikara** soutient que le projet de texte était déjà disponible à la Chambre Basse depuis le mois de juin mais son adoption a été reportée faute de moyen. (p.2 ; Madagascar Matin, p.4)
- En se référant à la faible affluence lors de la présentation de la Loi de Finances Rectificative 2015 à l'Assemblée nationale, **Les Nouvelles** déduit que le texte ne semble pas intéresser les députés ainsi que le gouvernement. Le quotidien fait effectivement remarquer que seuls quelques parlementaires et le ministre de l'Education Nationale étaient présents lors de la présentation, même le ministre des Finances et du Budget censé présenter la LFR a répondu absent. (p.2)
- Ce fut le ministre de l'Education Nationale qui a assuré la présentation du document de la LFR. « Eu égard à la conjoncture socio-économique, à l'insuffisance des aides budgétaires et des dégâts occasionnés par les différents cyclones du début d'année, ayant ralenti la croissance et

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



engendré un impact négatif sur les rentrées fiscales, la révision à la baisse de la prévision initiale est incontournable. » a argumenté Paul Rabary devant les parlementaires. (Madagascar Laza, p.3)

PNUD ET MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT : INITIATIVE POUR L'EMPLOI VERT A MADAGASCAR

Le programme dénommé Initiative pour l'Emploi Vert à Madagascar a officiellement été lancé hier à Ankarondrano. Il s'agit « d'emplois décents qui contribuent à la préservation et la restauration de l'environnement » a précisé la Représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le Développement, Fatma Samoura, lors de son allocution. Fruit d'un partenariat entre le ministère de l'Environnement, de l'Ecologie, de la Mer et des Forêts et le PNUD, ce programme sera étalé sur quatre ans et prévoit la création de vingt-cinq mille emplois dits vert, d'ici 2019. Le programme IEVM requiert la mobilisation d'un budget d'un montant de 29 millions de dollars que les deux partenaires se sont engagés à fournir. (L'Express de Madagascar, p.12)

ATELIER NATIONAL DES DIRECTEURS D'ECOLE FRAM

Ils sont 476 directeurs d'EPP dits FRAM à participer à l'atelier national, qui se tient à l'Institut de Formation Pédagogique de Mahamasina, en vue de leur recrutement. Une occasion pour ces derniers de partager leurs problèmes dans leurs circonscriptions et notamment, leur souci de diriger des enseignants fonctionnaires alors qu'ils sont des enseignants subventionnés. Selon un participant issu de la région de Bongolava, cela fait six mois qu'il attend la subvention de l'Etat et « survit », grâce à des cotisations parentales. Il fait pourtant remarquer qu'il ne gère pas uniquement l'administration de son établissement puisqu'il enseigne également. Et d'ajouter qu'il ne constitue pas un cas isolé. Cette situation génère des frustrations auprès des directeurs d'écoles FRAM qui réclament ainsi un traitement de faveur à leur endroit, pour ne citer qu'une campagne de recrutement spécial. (L'Express de Madagascar, p.11)

- *Selon Les Nouvelles, ils étaient à peu près deux cent directeurs d'école à participer à cette rencontre. « Nous espérons qu'à l'issue de cet atelier, au moins un directeur FRAM sera recruté au niveau de chaque établissement scolaire », a souhaité le président de l'Association des Enseignants Fonctionnaires et FRAM en Activité (Anefa). Des requêtes justifiant leurs demandes de recrutement sortiront des travaux de commission et seront transmises au ministère de tutelle. (Les Nouvelles, p.5)*

ATELIERS TECHNIQUES POUR L'ELABORATION DU PROGRAMME NATIONAL FONCIER

Après l'élaboration du document de politique foncière et l'adoption de la Lettre de Politique Foncière par le Conseil des ministres, la Grande Ile s'avance vers la conception du Programme National Foncier. Pour ce faire, des ateliers techniques régionaux sont prévus, suivis d'une série de consultations provinciales tandis que la dernière phase, consistera à la présentation du document final. La FAO a décidé d'appuyer le gouvernement malgache dans ce processus qui vise à apporter une sécurité foncière et un accès équitable à la terre. (Les Nouvelles, p.8)

ANTANANARIVO SE LANCE VERS L'AMELIORATION DU TRANSPORT URBAIN

Les transporteurs ont rencontré le Directeur général du Transport Terrestre, Tabet Aly. Une opportunité pour les deux parties de discuter de l'amélioration des services de transport dans la ville d'Antananarivo, notamment le transport en commun. Ainsi, un assainissement de coopératives devrait avoir lieu. « Madagascar devrait disposer de son plan de sécurité routière et participera à la réunion internationale, portée sur ce thème, qui se tiendra à Brasilia » a précisé le Directeur général. De leur

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



côté, les transporteurs soutiennent que l'amélioration du transport urbain se fera progressivement (**La Vérité, p.2**)

RENCONTRE ECONOMIQUE CORSE-MADAGASCAR

Le secteur privé de Madagascar et celui de la Corse du Sud ont noué de nouveaux partenariats, lors des rencontres économiques qui se sont tenu le 16 et 17 novembre dernier à Ajaccio. Ils étaient plus de 40 participants à assister à cette rencontre, à l'issue de laquelle de nouveaux accords de partenariats dans cinq secteurs d'activité ont été conclus entre les acteurs du secteur privé des deux pays. Les domaines des travaux publics, de l'environnement, du tourisme, de l'artisanat et de l'agro-alimentaire sont concernés. (**Midi Madagasikara, p.5 ; Madagascar Matin, p.6**)

FILIERE LITCHI : RETARD DES LIVRAISONS EN DESTINATION DE LA FRANCE

L'exportation des litchis primeurs de Madagascar a commencé hier. Pour une première rentrée, elle a été promettant, selon **La Vérité**. La maturation des fruits a cependant été retardée, faute de la remontée lente de la température et d'une forte pluviométrie. La Grande île prévoit de charger deux navires pour alimenter les marchés européens durant les fêtes de fin d'année. La première cargaison est prévue débarquer au Europe, le 11 décembre. (**p.2**)

Format de couverture

Madagascar Matin a mobilisé une page entière à l'interview d'un journaliste de la radio Jupiter à Ilakaka dénonçant une complicité de la CENIT et du HVM dans des fraudes électorales, survenues dans la circonscription lors des élections communales partielles. Fernand Cello évoque ainsi les différentes stratégies que les parties accusées auraient mises en œuvre pour atteindre leur objectif, les nombreuses irrégularités et abus, les raisons qui l'ont amené à ces soupçons de fraudes électorales et les décisions prises par les autres candidats (**p.5**)

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar p.6

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

